

Bruxelles et Molenbeek sont l'affaire de tous

Le Soir - Béatrice Delvaux, éditorialiste en chef - 17/11/15

Si le cas « Molenbeek » avait la vertu de rappeler que l'enjeu « Bruxelles » est celui de tous, et pas seulement pour les aspects répressifs, on pourrait se dire que finalement cette crise « djihadiste » aura débouché sur du constructif. L'édito de Béatrice Delvaux.

Le consensus politique belge tiendra-t-il au-delà de ces premiers jours d'après-Bataclan ? On pourrait imaginer qu'il pourrait voler en éclats sur le cas « Molenbeek ». Les partis du gouvernement fédéral, MR et surtout N-VA, trouveraient dans le procès en « djihadisme » fait à la commune bruxelloise une occasion rêvée de tirer sur une certaine gestion socialiste. Et de provoquer ainsi un nouvel affaiblissement de l'opposition menée par le parti qui a gouverné le pays et porte dès lors fatalement le poids du passé. Les jours qui viennent le diront. Mais une histoire de ce passé pourrait éclairer ceux qui vont gérer l'avenir.

En avril 2010, des tirs à la kalachnikov se produisent en plein jour à Molenbeek et Anderlecht. On ne parlait pas alors de terrorisme islamique, mais de banditisme « ordinaire ». Les kalachnikovs avaient servi pour deux hold-up violents. Un agent fut blessé par balle et un arsenal d'armes automatiques retrouvé dans les voitures.

« Chicago sur Senne », titre alors un député et écrivain flamand (Groen), habitant Bruxelles, dans *De Standaard*, pour dénoncer l'insécurité à l'œuvre sur le territoire bruxellois et le laxisme des autorités au pouvoir dans les communes et à la Région.

La polémique s'enflamme, Flamands et francophones, médias et politiques réunis sous leur bannière communautaire, s'étripent. Là où le nord du pays dénonce une Région bruxelloise invivable, mal gérée, les Bruxellois, eux, évoquent un fait divers et refusent les mises en cause. Cela va durer des jours, et ce sera stérile durant... des années.

A l'époque *Le Soir* et *De Morgen*, agacés, avaient signé une carte blanche commune, appelant les hommes politiques des deux camps à cesser de « jouer » pour enfin regarder l'enjeu. La région bruxelloise, Molenbeek et Anderlecht compris, n'étaient ni Chicago ni le théâtre d'un fait divers, mais ils étaient sous la menace d'une bombe sociale, que personne ne voulait voir et gérer. Boom démographique, forte densité urbaine, chômage endémique (il touchait un tiers des jeunes de moins de 20 ans et 40 % à Molenbeek), des concentrations culturelles ghettoïsantes et une superposition d'institutions qui avaient du mal, écrivions-nous, dans les deux langues, à prouver leur efficacité. Les deux journaux plaidaient pour une stratégie d'attaque, urgente, sinon...

La morale de cette histoire ? Avant de se penser à se déchirer, nombre de partis, flamands et francophones, devraient faire leur *mea culpa* : quel est l'homme politique de grand format, du nord ou du sud du pays qui, ces dernières années, a décidé de se consacrer corps et âme à Bruxelles, en première ligne ? Qui au nord du pays – et en Wallonie –, se préoccupe aujourd'hui de la Région bruxelloise,

vraiment ? Ceci n'excuse pas les fautes de gestion ou les dénis – nous y reviendrons dans les jours qui viennent – dans la gestion de certaines communes, mais l'union sacrée, le plan d'attaque commun pour Bruxelles est aujourd'hui de moins en moins porté par d'autres que les Bruxellois.

Si le cas « Molenbeek » avait la vertu de rappeler que l'enjeu « Bruxelles » est celui de tous, et pas seulement pour les aspects répressifs, on pourrait se dire que finalement cette crise « djihadiste » aura débouché sur du constructif. Certains l'ont compris, en nouant des partenariats pour l'emploi entre Bruxelles et la Flandre. Mais quid du projet de musée au canal qui n'a pas été vu comme un élément de développement d'un quartier fracturé, mais comme un enjeu communautaire ? Quid de la « communauté métropolitaine », torpillée politiquement, mais qui a tout son sens économiquement ? Les problèmes aigus ne trouvent de solutions qu'en réseau (il y a de la main-d'œuvre jeune à Bruxelles, et un besoin de bras en Flandre etc.).